NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Lafarge a cimenté sa sécurité en versant à l'E.I. des centaines de milliers de $

Les dernières révélations sur Lafarge en Syrie sont un peu plus gênantes pour les dirigeants du géant des matériaux de construction.

Une enquête a été ouverte après une plainte de Bercy en octobre 2016 : le groupe a admis en mars avoir «indirectement» financé des groupes armés en Syrie.

Les auditions dévoilent les pratiques du cimentier – fusionné en 2015 avec le suisse Holcim :-à vouloir coûte que coûte maintenir l'activité de son usine en 2013 et 2014, en plein conflit syrien.

L'ancien directeur général adjoint opérationnel de Lafarge a reconnu que le groupe s'est plié à une «économie de racket», selon les documents consultés par L*e Monde.*

La cimenterie en cause est située à Jalabiya, à 150 kilomètres au nord-est d'Alep. Elle avait été achetée en 2007 par le français Lafarge qui a ensuite mené trois ans de travaux pour un montant de 680 millions de dollars. Puis Lafarge a tout fait pour la maintenir en activité jusqu'en septembre 2014.

A partir de 2013, l Etat islamique (EI) dans la région a contraint la cimenterie à négocier : des droits de passage aux checkpoints tenus par les djihadistes pour ses camions.
& auprès des négociants en pétrole, dont les champs étaient tenus par l'EI.
Pendant un peu plus d'un an, Lafarge a ainsi indirectement financé l'organisation djihadiste. Jusqu'à ce que l'EI s'empare du site le 19 septembre 2014 et que Lafarge cesse ses activités

source : Le Monde